

Tabagisme et arrêt du tabac en 2012

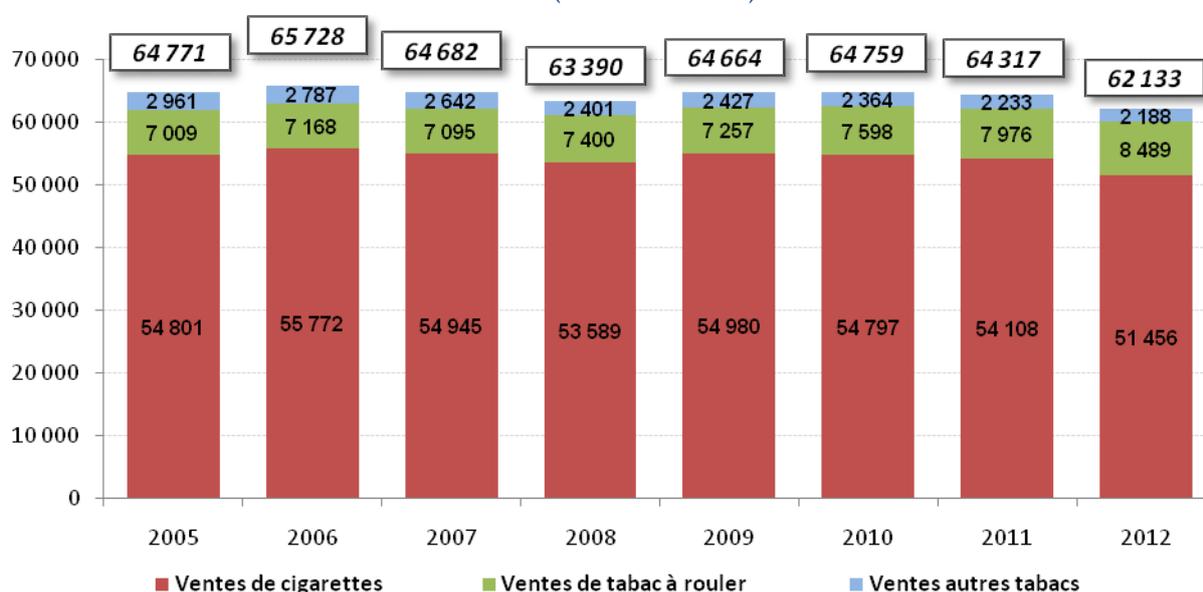
Aurélie Lermenier
Pôle Indicateurs

Les bilans annuels du tableau de bord tabac¹ (www.ofdt.fr) donnent une vue synthétique de l'évolution récente des principaux indicateurs liés aux ventes de tabac, à la prise en charge des fumeurs et aux actions de prévention et d'information. Le bilan 2012 constitue la 8^{ème} édition de cet exercice.

La plus forte baisse des ventes de tabac et de cigarettes depuis 2005

En 2012, les ventes de tabac en France métropolitaine s'établissent à 62 133 tonnes², soit un recul de 3,4 % par rapport à 2011 (*graphique 1*). Malgré la progression du tabac à rouler (+ 6,4 %), la baisse des ventes de cigarettes (- 4,9 %), et marginalement des autres types de tabacs (cigares, cigarillos, tabac à priser et à mâcher, etc.) qui diminuent de 2 %, fait fléchir le volume global. Confirmant la tendance observée depuis plusieurs années, la hausse des prix a entraîné un report de la consommation d'une partie des fumeurs vers le tabac à rouler (*graphique 3*). En effet, bien que son prix ait beaucoup plus augmenté que celui des cigarettes (+ 70 centimes d'euros contre + 32 centimes, sur le prix moyen de la marque la plus vendue), ce produit reste toujours meilleur marché³. Ainsi, le tabac à rouler atteint en 2012 un niveau record en termes de volume vendu (près de 8 500 tonnes) et de part de marché (13,7 % contre 12,4 % en 2011).

Graphique 1. Ventes totales de tabac (en tonnes) et répartition entre cigarettes, tabac à rouler et autres tabacs (source : Altadis)



Depuis quelques années, le niveau global des ventes de tabac était resté relativement stable, après avoir nettement diminué en 2003-2004, suite aux fortes hausses de prix. Bien que le recul soit moins

¹ Voir la présentation du Tableau de bord en fin de document.

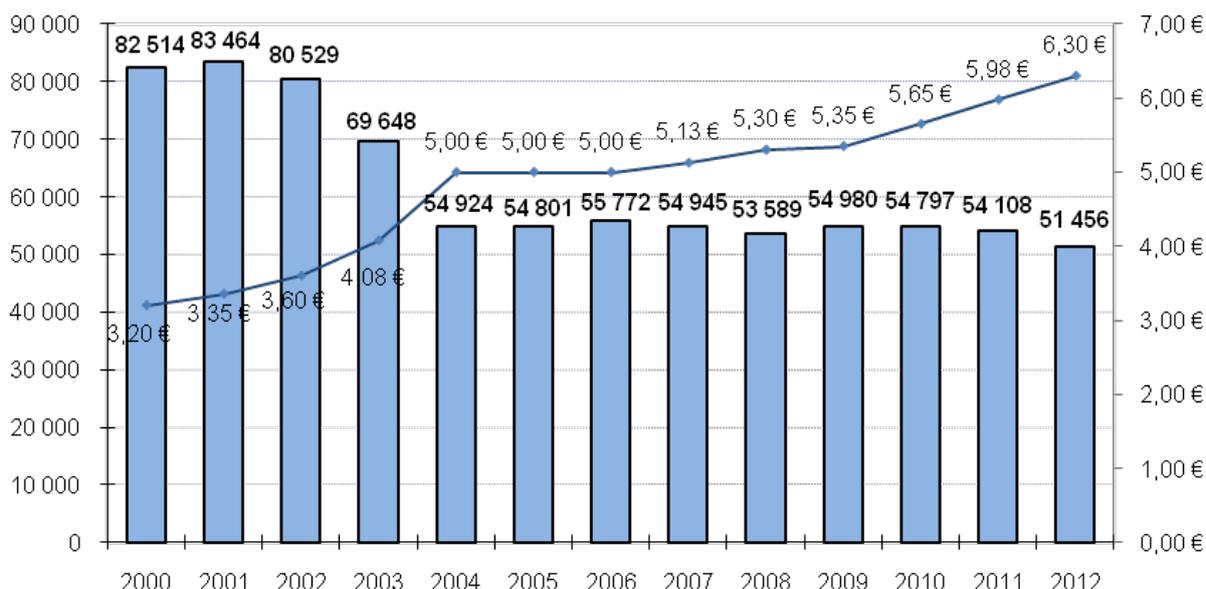
² Le poids moyen d'une cigarette manufacturée retenu ici est d'un gramme, ce qui est probablement un peu surestimé. Toutefois, l'OFDT a choisi de se conformer à l'équivalence proposée par Altadis Distribution, pour être en cohérence avec le fournisseur de ces données. De ce fait, les estimations du volume de tabac vendu peuvent varier.

³ À titre de comparaison, un gramme de tabac en cigarette coûte en moyenne 32 centimes d'euros contre 22 centimes pour du tabac à rouler.

marqué qu'à cette période, l'année 2012 constitue un point de rupture dans l'évolution du marché du tabac.

Lorsque les prix sont stables (2005-2006), les achats de cigarettes dans le réseau buraliste français tendent à progresser et lorsqu'ils augmentent (2010-2011), les ventes suivent la tendance inverse. Si les hausses de prix de novembre 2009 et 2010 n'avaient pas eu l'effet escompté sur les ventes, celles d'octobre 2011 et 2012 (de plus de 30 centimes chacune), qui ont fait dépasser au prix du paquet le plus vendu les 6 euros (et même 6,50 euros) en fin d'année 2012, semble clairement affecter le marché des cigarettes (*graphique 2*).

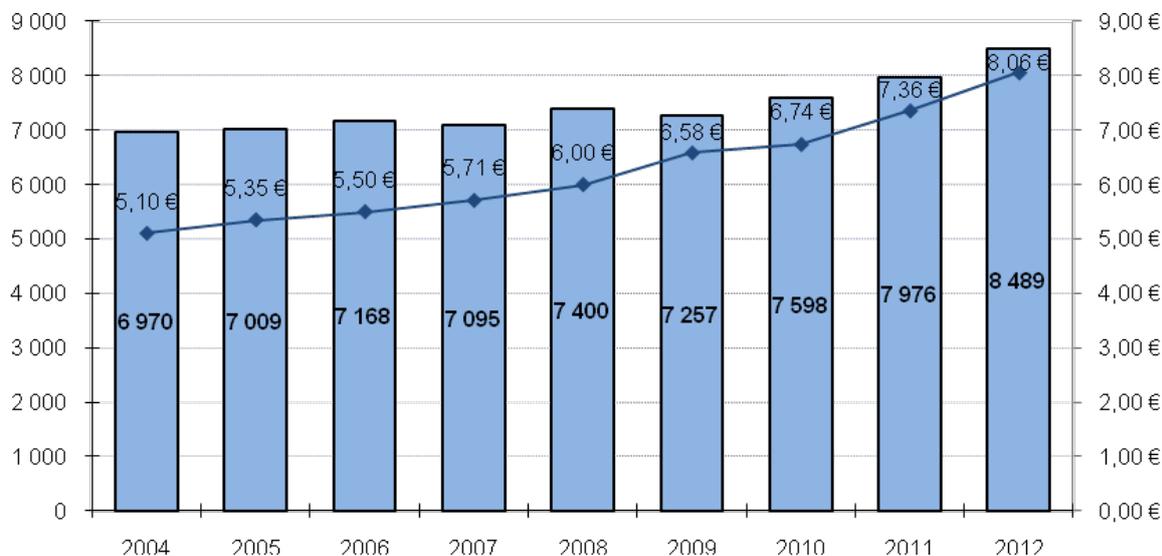
Graphique 2. Ventes de cigarettes (en millions d'unités) et prix annuel moyen du paquet de cigarettes de la classe la plus vendue (source : Altadis/DGDDI)



Toutefois, en l'absence d'estimation récente du marché parallèle de tabac⁴ (notamment des achats transfrontaliers), il est difficile d'interpréter cette baisse des ventes, qui peut certes résulter d'une réduction de la consommation mais aussi en partie d'une diversification des moyens d'approvisionnement. D'après les industriels du tabac, les buralistes des zones frontalières de la Belgique, du Luxembourg et de l'Allemagne ont vu leurs ventes fortement reculer, en raison d'un différentiel de prix important qui s'est encore accru au dernier trimestre. La baisse des ventes de cigarettes enregistrée dans ces départements frontaliers du nord-est est supérieure à la moyenne nationale : - 10 % à - 11 % (contre à peine 5 % pour l'ensemble de la métropole). Pour les départements proches de l'Espagne, si l'écart s'est réduit en avril à la faveur d'une augmentation des prix du tabac dans ce pays, il s'est accru de façon encore plus marquée début octobre, passant de 1,95 € à 2,10 € (pour un paquet de Marlboro). Pourtant, les ventes de cigarettes n'y ont pas diminué, ou moins que dans le reste du territoire (+ 0,04 % pour les départements frontaliers de l'Espagne et - 1,1 % pour l'Andorre), les Pyrénées jouant le rôle de frontière physique, ce qui décourage peut-être certains fumeurs à aller s'approvisionner dans ces deux pays.

⁴ Selon plusieurs estimations concordantes, en 2010, une cigarette sur cinq consommée en France n'a pas été achetée dans un bureau de tabac français. Ceci résulte en grande partie d'achats transfrontaliers, qui représentent 15 % de la consommation. Le volume restant provient des achats illégaux, c'est-à-dire en *duty-free*, sur Internet et en contrebande (cf. Rapport « [L'observation du marché illicite de tabac en France](#) »). Les achats hors réseau buraliste peuvent néanmoins varier en fonction de l'évolution des prix en France et du différentiel observé avec les pays frontaliers.

Graphique 3. Ventes annuelles de tabac à rouler (en tonnes) et prix annuel moyen du paquet de tabac à rouler de la classe la plus vendue (source : Altadis/DGDDI)



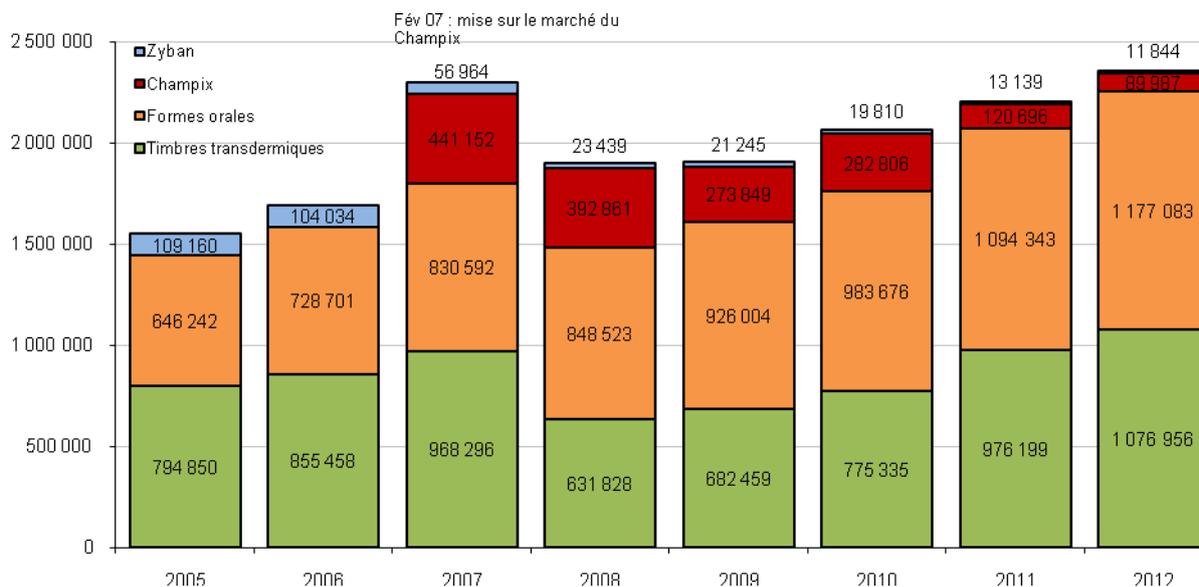
Note : La marque de tabac à rouler qui sert de référence a été modifiée en 2010, afin de correspondre à celle effectivement la plus vendue en France. La comparaison des prix entre 2009 et 2010 s'avère donc délicate car la nouvelle marque est un peu moins chère que la précédente.

Les ventes de traitements pour l'arrêt du tabac augmentent uniquement grâce aux substituts nicotiniques

En 2012, les ventes en pharmacie de traitements pour l'arrêt du tabac progressent par rapport à 2011 : on compte 2 372 568 « patients traités »⁵ contre 2 223 606 en 2011, soit 6,7 % de plus (graphique 4). Cette progression est principalement due aux ventes de la période estivale (de juin à août) et des mois d'octobre-novembre. Or, aucun nouveau produit n'a été lancé sur le marché durant l'année 2012. Les hausses des prix à venir ayant été annoncée avant l'été et s'étant concrétisée en octobre, il est possible que l'excédent de ventes trouve son origine dans la volonté d'un certain nombre de fumeurs de réduire voire d'arrêter leur consommation. Par ailleurs, il n'est pas exclu que la campagne lancée par l'INPES fin mai-début juin (intitulée « On a tous une bonne raison d'arrêter de fumer, quelle que soit la vôtre, il existe une solution » et déclinée en affichage dans la presse et sur les panneaux publicitaires, en bannières web, avec en appui des messages à la radio) ait pu encourager cette décision.

⁵ On opère une traduction des ventes brutes de ces médicaments en nombre de patients traités. La durée moyenne de traitement est ici estimée à un mois (compte tenu des échecs précoces), soit 60 comprimés de Zyban® ou de Champix®, 30 timbres transdermiques ou 300 formes orales (estimation OFT). De fait, un mois de traitement équivaut à un patient traité.

Graphique 4. Ventes de traitements pour l'arrêt du tabac, en équivalent "nombre de patients traités"
(source : GERS)



En 2012, les substituts nicotiniques, sous forme orale et transdermique, continuent de voir leurs ventes en équivalent « patients traités » progresser (+ 8,9 % au total), alors qu'en parallèle, celles des deux médicaments, Champix® et Zyban®, diminuent fortement (-23,9 %). Les parts de marché⁶ évoluent peu par rapport à 2011, les substituts nicotiniques sous forme orale restant le type de traitement le plus plébiscité, suivis de près par les timbres transdermiques, qui représentent ensemble 95 % du marché. Plus précisément, les évolutions sont les suivantes :

- Les ventes de substituts sous forme orale augmentent de 10,3 % en équivalent « patients traités » et leur part dans les traitements est en légère hausse, passant de 49,2 % en 2011 à 49,6 % en 2012.
- Les ventes de timbres transdermiques sont elles aussi en hausse en nombre de patients traités (+ 7,6 %), même si on reste loin du niveau de ventes record atteint en 2003. Leur part de marché progresse également : ils représentent 45,4 % des traitements en 2012 contre 43,9 % en 2011.
- Les ventes de Champix® connaissent une baisse, comme en 2011, mais à un rythme deux fois moindre (- 25,4 % en 2012) ; de fait, la part de ce médicament dans les traitements recule encore, passant de 5,4 % à 3,8 %, un niveau très éloigné des 20 % atteints en 2007-2008, juste après sa commercialisation. Les possibles effets secondaires de la varénicline⁷ et son déremboursement par l'Assurance maladie en juin 2011 continuent à impacter le niveau des ventes en 2012.
- Les ventes de Zyban® continuent de reculer en 2012 : en équivalent « patients traités », la diminution atteint 9,9 % et la part de ce produit, déjà très faible depuis quelques années, s'établit maintenant à 0,5 %⁸.

⁶ Les parts dans les traitements (ou « parts de marché ») sont aussi calculées en équivalent « patients traités ».

⁷ La varénicline est le principal composant actif du Champix® : la pharmacovigilance a mis en exergue des effets secondaires, tels que des problèmes cardiaques et des troubles dépressifs. (Cf. http://ansm.sante.fr/var/ansm_site/storage/original/application/2b34c98d80258bb7cbf85ca49fe76337.pdf). De ce fait, depuis début 2011, ce médicament fait l'objet d'un suivi de pharmacovigilance renforcé par l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), entraînant son déremboursement par l'Assurance maladie.

⁸ Le bupropion (substance active du Zyban) est une molécule de type amphétaminique, aussi utilisé comme antidépresseur, qui comporte des effets secondaires (Cf. <http://ansm.sante.fr/S-informer/Presse-Communiques-Points-presse/ZYBAN-bupropion-point-sur-les-donnees-de-pharmacovigilance/%28language%29/fre-FR>). Néanmoins, contrairement au Champix®, il ne figure pas sur la liste des médicaments sous surveillance renforcée de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

- Bien que le nombre de « patients traités » diminue de 13,2 % par rapport à 2011, les inhalateurs sont plus utilisés que le Zyban® : en 2012, ils représentent 17 000 « patients traités », soit 0,7 % du marché français (contre 0,8 % en 2011).

Un système de prise en charge partielle (à hauteur de 50 € par an) des traitements pour l'arrêt du tabac a été mis en place par l'Assurance maladie en février 2007. Depuis le 1^{er} septembre 2011, le montant concernant les femmes enceintes a été triplé pour atteindre 150 €. En 2011, 372 404 personnes avaient bénéficié de ce dispositif⁹.

Plus de patients accueillis dans les consultations de tabacologie avec un délai d'attente stable

En 2012, l'analyse de l'activité des consultations de tabacologie¹⁰ met en lumière les points suivants :

- Le nombre moyen de nouveaux patients par mois dans ces consultations est égal à 15,2, un chiffre un peu supérieur à celui observé en 2011 (14,6).
- Pour ces nouveaux patients, l'initiative de la consultation revient à un professionnel de santé dans 53 % des cas (contre 53,9 % en 2011) et au fumeur lui-même dans 42,1 % des cas (contre 40,7 % en 2011). Pour les 4,9 % restants, il s'agit d'une demande de l'entourage du fumeur.
- Le délai d'attente pour un premier rendez-vous¹¹ a légèrement reculé en 2012, rompant la tendance à l'allongement observée depuis 2009, pour s'établir à un peu plus de 15 jours (15,2 contre 15,5 jours en 2011).
- En plus de ces nouveaux patients, chaque consultation de tabacologie suit en moyenne 28,3 patients pour un sevrage tabagique, on en comptait 26,5 en 2011, soit une progression de presque 7 %.

Conclusion

En 2012, les ventes de tabac dans le réseau des buralistes connaissent leur première baisse notable depuis 2005, en rupture avec plusieurs années de stabilité, seulement marquées par un report de la consommation d'une partie des fumeurs vers le tabac à rouler, moins cher. L'effet symbolique du seuil des 6 euros pour le paquet de cigarettes le plus vendu avait entraîné une baisse des ventes sur le dernier trimestre 2011 (par rapport à la même période en 2010). Le passage à 6,60 euros en octobre 2012 n'a fait que renforcer la tendance. S'il n'est pas certain que la diminution des ventes se traduise par une baisse de la consommation (les achats transfrontaliers ayant pu progresser), les données concernant l'arrêt du tabac¹² vont plutôt dans ce sens : les ventes de traitements progressent encore en 2012, malgré une gamme de produits inchangée, toujours largement dominée par les substituts nicotiques. Par ailleurs, l'activité des consultations de tabacologie semble plus soutenue, avec un peu plus de nouveaux patients mais surtout plus de personnes suivies durant leur sevrage tabagique.

* Le Tableau de bord mensuel Tabac *

Depuis avril 2004, l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) réunit chaque mois au sein d'un « tableau de bord tabac » plusieurs indicateurs clés. Cet outil permet de suivre l'évolution (d'une partie) du phénomène du tabagisme en France, en complément des enquêtes ou autres statistiques produites dans le domaine.

⁹ À la fin mars 2013, les données pour l'année 2012 ne sont pas encore disponibles.

¹⁰ Le nombre exact de consultations de tabacologie en France est mal connu mais l'OFT en recensait 662 sur son site au 1^{er} mars 2012.

¹¹ La question du délai d'attente est facultative ; il est calculé sur environ 45 % à 50 % des dossiers enregistrés chaque mois.

¹² Les dispositifs de soutien à l'arrêt du tabac que sont la ligne spécialisée Tabac info service et le site internet tabac-info-service.fr (qui propose un coaching personnalisé) sont aussi producteurs de données sur les initiatives d'arrêt du tabac mais fin mars 2013, les chiffres pour l'année 2012 ne sont pas disponibles.

Destiné à l'origine aux pouvoirs publics, désireux d'évaluer l'impact de leurs mesures, ce récapitulatif permet aussi de mettre à la disposition de tous, institutionnels, associations ou grand public, des données jusque là plus confidentielles et ce, dans des délais rapides (dès la 3^{ème} semaine du mois suivant).

Les chiffres de ce tableau de bord sont réunis grâce à : Altadis pour les livraisons de tabac aux débiteurs de France métropolitaine ; la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) pour les prix de vente au détail des cigarettes et du tabac à rouler de la classe la plus vendue (publiés au Journal officiel après homologation des douanes), pour leur taux d'imposition et pour les saisies de tabac (données annuelles) ; le Groupement pour l'élaboration et la réalisation de statistiques (GERS) pour les ventes de substituts nicotiques aux officines - hors hôpitaux - par les grossistes répartiteurs ; le Laboratoire de santé publique et informatique médicale (SPIM) de la Faculté de médecine Broussais Hôtel-Dieu - Paris pour les informations issues de CDTNet, un dispositif d'informatisation d'environ 125 consultations de tabacologie, essentiellement hospitalières ; l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) pour le nombre d'appels téléphoniques à la ligne spécialisée Tabac Info Service (TIS), les visites sur le site internet dédié et pour la couverture et le budget de leurs campagnes média (télévision, radio, affichage, presse, média interactifs).

Les chiffres du mois et le récapitulatif des données, souvent depuis 2000, sont accessibles sur Internet (www.ofdt.fr). Trois graphiques permettent en outre de visualiser les variations mensuelles des ventes de cigarettes, des ventes de substituts nicotiques et du nombre d'appel à TIS et de les comparer aux variations mensuelles des années précédentes. Ces figures ne sont pas reproduites ici mais le lecteur pourra s'y reporter utilement.